

La sécurité globale et la gestion des risques

Le monde voit s'offrir à lui de nouvelles chances révolutionnaires d'atténuer ses plus importantes confrontations idéologiques, politiques et militaires et de construire, pour la sécurité des relations entre les États, des fondations plus viables et plus durables. Simultanément -- et ce n'est pas un hasard --, il doit faire face à des risques majeurs et à des défis à sa sécurité qu'il ne connaissait pas auparavant et qui génèrent des types et des degrés nouveaux de menaces pour l'avenir de la vie sur notre planète.

Nous nous trouvons à un moment de transition historique où nous passons d'un monde dans lequel les relations entre les nations et les groupes se caractérisaient par la revendication vigoureuse et souvent combative d'un intérêt national économique et sectoriel étroit à un monde où le potentiel conflictuel que cela engendre doit être contenu. La compétition dans un monde interdépendant doit se circonscrire maintenant dans des limites qui garantissent la pérennité de la civilisation humaine ainsi que celle des systèmes -- tant naturels qu'édifiés par l'homme -- dont elle dépend. Une coopération internationale d'un niveau et d'une ampleur sans précédent sera indispensable pour prévenir les risques et saisir les chances que suscite l'interdépendance mondiale.

C'est dans cette optique que la Fédération mondiale des Associations pour les Nations Unies a lancé un projet pour évaluer et mettre en lumière les besoins, les chances et la valeur de nouvelles manières d'appréhender et d'aborder la sécurité mondiale et la gestion des risques, ainsi que pour préciser les points de vue et les perspectives à ce sujet.

Les transformations idéologiques et institutionnelles à la fin du XX^e siècle

Depuis le milieu des années 80, le monde est entré dans un processus de transformation rapide profond, nouveau et aux manifestations spectaculaires : changement de régime dans les pays communistes, en URSS et en Europe de l'Est, Réunification allemande, développement et renforcement de la Communauté Européenne, processus de réduction des armements, crise et guerre du Golfe, etc. Nous assistons à un ébranlement des institutions et des idéologies (communisme, anticommunisme, une certaine conception du rôle de l'État Nation et du système hégémonique existant. etc.) qui soutenaient ces institutions, ce qui remet en question beaucoup de certitudes ?

Si le sentiment général est qu'il s'agit bien de bouleversements importants qui marquent l'entrée dans une ère nouvelle, nul ne peut se défendre d'une grande perplexité quand il s'agit de donner un sens aux événements. Les médias tendent à exagérer l'importance de chaque nouvelle modification, encourageant ainsi une interprétation au jour le jour qui reste superficielle. En revanche, les contradictions qui apparaissent sur le plan institutionnel, militaire ou idéologique favorisent des interprétations tendancieuses, chacun cherchant à mettre en valeur ce qui semble aller dans le sens de ses propres préférences idéologiques.

Nous manquons du recul nécessaire pour caractériser avec quelque objectivité le type de changement qui est en cours. La méthode de recherche qui est ici proposée, sans prétendre à la neutralité, consiste :

- à tenter de replacer la phase actuelle dans le processus de changement qui se poursuit depuis plusieurs siècles,
- à identifier ses caractéristiques et les problèmes qui en résultent,
- puis à partir de cette analyse, d'esquisser des orientations de solution.

I. PLACE DE LA PHASE ACTUELLE DANS LE PROCESSUS DE CHANGEMENT

A. Le processus de changement

Les transformations en cours ne sont que la continuation d'un processus historique. L'Europe, puis le monde sont entrés en mouvement depuis la fin du XV^e siècle — au moment des grandes découvertes, début de la conquête des autres continents par les quelques puissances maritimes de l'Ouest de l'Europe.

L'énumération de quelques-uns des grands événements qui ont marqué ce processus montre que beaucoup d'entre eux ont pu apparaître à ceux qui les ont vécus comme des « ruptures » séparant un monde ancien d'une ère nouvelle : — la Renaissance, — la Réforme, — les guerres de religion, — la guerre de Trente Ans, — la révolution scientifique aux XVI^e et XVII^e siècles. — les vagues successives de progrès techniques aux XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles. — le renversement des régimes hiérarchiques et dynastiques et la montée au pouvoir de la bourgeoisie, — la révolution industrielle, — le développement de l'enseignement et l'apparition des classes moyennes. — l'établissement des empires coloniaux, — la Première Guerre mondiale, — le développement du régime communiste en URSS, — la grande dépression, — l'instauration des régimes fascistes et nazis, — la Deuxième Guerre mondiale, — l'expansion économique continue depuis 1945 et la mise en place du welfare state, — le développement des organisations internationales, — la décolonisation, etc.

En fait, le « changement » a été marqué à la fois par :

- une pression continue faite d'innovation technique, de développement des capacités de production et de distribution, d'accroissement démographique, de démocratisation économique (changement dans les règles de la répartition des richesses) et de démocratisation politique (changement dans les règles de sélection des classes dirigeantes), de transformation sociale accompagnée d'une distribution beaucoup plus étendue de l'enseignement et des connaissances, de transformations aussi dans

la répartition du pouvoir politique entre les divers pays, entraînant un déplacement des centres hégémoniques,

- des crises spectaculaires et souvent cataclysmiques (guerres générales, révolutions, grandes crises économiques), coupées par des périodes de calme relatif, pendant lesquelles la pression des forces d'origine techno-économique, démographique et idéologique continuait de s'exercer en permanence.

Enfin, il faut noter que presque toutes les manifestations du changement ont trouvé leur origine en Europe, puis aux États-Unis et dans les pays occidentalisés, l'initiative ne commençant à se manifester dans les autres parties du monde qu'avec la décolonisation.

L'on peut donc soutenir que la période qui a commencé en 1985 n'est que l'une de ces périodes caractéristiques, qui mêlent crise grave, accélération du rythme de changement et impression de début d'une nouvelle ère. Une comparaison avec ces autres « grandes crises de transformation » — révolutions de 1780-1800, guerre mondiale et révolution 1914-1917, deuxième guerre mondiale suivie de la transformation du rôle de l'État en 1945 — fait en effet apparaître des ressemblances dues à ce que dans chaque cas un « effet de seuil » s'est produit — l'accumulation de changements continus dans divers domaines aboutissant à une coïncidence explosive —. On peut même prétendre — c'est aujourd'hui une opinion assez répandue — que les transformations en cours depuis 1985 ne représentent qu'un réaligement, un retour à une situation plus normale après une longue crise. On se trouverait donc en quelque sorte dans une période comparable à celle qui a commencé en 1815.

Cette conception « minimaliste » reste toutefois superficielle. Elle ne tient compte que de la partie spectaculaire des événements politiques sans essayer d'observer les forces profondes qui sont en jeu, et en négligeant les phénomènes économiques, psychologiques ou idéologiques qui ne sont pas décrits en première page des journaux.

B. Caractères essentiels de la phase actuelle

Or un examen attentif de l'ensemble des événements en cours révèle au moins un caractère qui leur est commun : c'est qu'ils ont tous (des changements à l'Est à la guerre du Golfe) une importance et des conséquences au niveau planétaire. La constatation que tous les problèmes se mondialisent — de la drogue au Sida, de l'environnement aux fluctuations des cours des changes, de la prospérité ou de la récession, des migrations aux questions de sécurité militaire ou aux droits de l'homme — est devenue banale et le concept par lequel on traduit ce phénomène est celui d'« interdépendance ».

Or, ce concept ne rend un compte exact ni de la généralité du phénomène (il n'y a pratiquement plus de domaine où l'on puisse ignorer la dimension planétaire), ni de l'immédiateté des répercussions mondiales de tout événement de quelque importance. Il y a certes eu dans le passé des phénomènes qui ont revêtu un caractère mondial (et notamment les deux guerres qualifiées de « mondiales »), mais ils n'avaient ni cette permanence (après les crises chacun retournait à ses problèmes dans les cadres nationaux), ni cette généralité (ils ne concernaient que quelques domaines déterminés), ni cette rapidité de diffusion (il fallait du temps pour que l'aspect mondial apparaisse).

Aujourd'hui, il n'est en aucune manière nécessaire d'être marxiste pour constater que la cause directe de cette mondialisation systématique se trouve dans la situation actuelle de la technique et de l'économie. D'une part, les réseaux de télécommunications sont capables d'atteindre instantanément tous les publics dans tous les pays. D'autre part, l'économie mondiale a maintenant atteint un degré irréversible d'intégration. Il ne s'agit plus d'« interdépendance ». Un système qui dispose d'un marché financier unifié, d'un taux de croissance du commerce extérieur de chaque pays qui est en moyenne le double des taux de croissance des économies, de mécanismes qui ne placent plus de limite à l'extension et à la concentration des firmes transnationales, et dans lequel toute entreprise de quelque importance s'adresse davantage aux

marchés extérieurs qu'à son marché intérieur, est bien un système intégré. Or, c'est la première fois qu'une telle situation existe.

Dans cette optique le renversement des régimes communistes en URSS et en Europe de l'Est, l'ouverture de la Chine aux investissements occidentaux ne sont en aucune manière une simple reconnaissance de la supériorité du régime capitaliste. Il s'agit en fait de la levée du dernier obstacle à l'intégration économique du monde par l'ouverture de ces territoires jusqu'ici protégés par leur régime différent, à l'action des firmes transnationales et à tous les mécanismes planétaires déjà en action dans le reste du monde.

Sans doute le degré atteint par l'intégration économique mondiale n'est-il pas comparable à celui qui existe soit à l'intérieur de la Communauté Européenne, soit a fortiori à celui d'un marché national. Mais c'est que, dans ces exemples, il ne s'agit pas seulement d'intégration économique. Dans le cas communautaire, on en est au stade de l'intégration réglementaire, fiscale et monétaire, avant de passer à l'intégration sociale et politique déjà en cours et qui sont justement réalisées dans un État nation.

Ce qui au contraire fait l'originalité de la situation mondiale c'est qu'une intégration économique très avancée se superpose à une extrême diversité au niveau social, culturel et politique. Cette diversité est bien connue, encore qu'elle soit occultée en Occident par l'idéologie du « développement », en vertu de laquelle les pays pauvres sont en train de « rattraper » les pays riches en s'efforçant de les imiter, par le fait que les classes dirigeantes du Tiers-monde sont superficiellement occidentalisées, et par la publication d'indices économiques qui cachent les différences sociales.

Or, les différences moyennes de niveau de vie sont de 1 à 4 ou 5 entre l'Est et l'Ouest, de 1 à 200 entre les régions les plus riches et les zones les plus pauvres du monde : les conceptions du monde, de la vie et de la mort, de la guerre et de la paix, de la transcendance restent diamétralement opposées dans les cultures existantes : les niveaux d'éducation vont de l'analphabétisme pour un milliard de personnes à la généralisation des enseignements secondaires et supérieurs dans certains pays : enfin, le pouvoir politique se situe au niveau des États qui morcellent la carte du monde en plus de 180 centres de décision, même s'il existe entre eux des liens de dépendance et d'interdépendance.

C'est l'étude des pressions exercées sur cet ensemble diversifié à l'extrême par le processus accéléré d'intégration économique qui peut fournir le fil conducteur pour comprendre la nature exacte de la phase de changement que nous vivons aujourd'hui, y inclus les types de risques cataclysmiques résultant de ces tensions, et les réactions qui se multiplient sur le plan institutionnel comme sur le plan idéologique pour essayer de les éviter.

II. LES RISQUES NOUVEAUX ET LES RÉACTIONS INSTITUTIONNELLES ET IDÉOLOGIQUES

A. Les risques nouveaux

Les risques pouvant résulter du jeu des forces identifiées dans les conditions qui viennent d'être définies peuvent être d'ordre militaire et non militaire. Toute tension peut, en l'état actuel de distribution des forces armées et des armements, conduire à des guerres, et la guerre du Golfe n'en est peut-être que le premier exemple. Mais il est aussi devenu aujourd'hui évident que d'autres risques peuvent se développer, prendre des formes cataclysmiques et en fait devenir plus importants que les risques militaires. Il s'agit là d'une manifestation, elle aussi, nouvelle de la période actuelle. La prise de conscience des risques menaçant l'environnement (pollution, réchauffement climatique, etc.) est aujourd'hui très générale dans les pays riches, celle concernant les menaces économiques, sociales et politiques qui pourraient résulter de mouvements migratoires massifs et soudains commence aussi à apparaître. Des risques divers épidémiologiques (Sida), ou de grande diffusion de l'usage des drogues ont aussi une dimension

transnationale évidente. L'ampleur planétaire des nouveaux risques résulte de la situation décrite ci-dessus.

Il devrait être par exemple évident que c'est l'intégration économique qui est à l'origine des risques majeurs d'environnement. C'est parce que le modèle d'industrialisation occidentale est en train d'être adopté dans les zones encore agropastorales du Tiers-monde que les risques de pollution et d'émissions massives de CFC, cause de l'effet de serre et du réchauffement de la planète, sont devenus réellement menaçants.

C'est aussi et surtout parce que l'intégration économique conduit logiquement et inévitablement à l'intégration sociale — , et parce que cette intégration sociale ne se produit pas, que des mouvements massifs de migration risquent de se développer. Aucune société intégrée économiquement ne peut tolérer longtemps des situations de très grande disparité sociale — et notamment de très grandes disparités de salaires pour des travailleurs de même catégorie.

Il est donc naturel que grâce à l'explosion des systèmes d'information, les masses prolétaires du Tiers-monde et des pays de l'Est prennent sans difficulté conscience qu'elles ont plus de chance de bénéficier des niveaux de salaire, de la prospérité générale et des régimes de protection sociale qui existent dans les pays riches si elles réussissent à s'installer dans ces pays que si elles attendent que la situation économique s'améliore dans les régions où elles vivent aujourd'hui. Chacun sait au Mexique qu'en franchissant le Rio Grande vers les États-Unis on peut obtenir des rémunérations 10 fois plus élevées que celles qui existent en deçà. Les chômeurs de l'Est peuvent s'imaginer qu'il leur sera plus facile de trouver un emploi à l'Ouest. Les mouvements de masse n'ont pas besoin de motivations plus précises pour se déclencher. Déjà, l'urbanisation et la « métropolisation » désordonnée, mais extraordinairement rapide dans le Tiers-monde peut être considérée comme une étape vers des mouvements de masse qui ignoreront les frontières : ce qui ne peut qu'aboutir à des résultats inverses de celui recherché, c'est-à-dire non à l'intégration de ces masses dans un système meilleur, mais à la désintégration du système lui-même.

Or, nous savons déjà que des mesures policières ou militaires ne pourront s'opposer efficacement à ce genre d'« invasion » pacifique, qu'à partir d'un certain niveau les mécanismes d'accueil et d'assimilation seront dépassés, et que les réactions politiques à l'intérieur des pays concernés seront de type raciste et fasciste.

L'intégration économique tend aussi logiquement à l'intégration politique, parce qu'une société économiquement intégrée ne peut vivre en état d'anarchie, ce qui est actuellement le cas de la société internationale. Malgré les liens de dépendance qui existent dans les zones d'influence des puissances hégémoniques et malgré la prise de conscience des contraintes de l'interdépendance entre les pays riches, les stratégies et les politiques ne sont pas réellement coordonnées. En cas de tension, ce sont des stratégies contraires qui s'opposent, qu'il s'agisse de taux d'intérêt, de taux de change, de pratiques protectionnistes ou de politiques d'énergie : ce qui risque de conduire à des conflits de tous ordres, y compris des conflits armés. Les acteurs non étatiques de leur côté — en particulier les firmes transnationales — définissent indépendamment leurs stratégies d'expansion économique, leurs politiques financières, leurs méthodes d'exploitation de situations sociales différenciées. Là encore, en cas de crise, aucune réaction collective coordonnée n'est réellement prévue ni organisée. Les risques de distorsion de la société planétaire sur les plans économique et politique sont donc considérables et pourraient revêtir des proportions cataclysmiques, qu'il s'agisse de « grande dépression » ou de conflit armé mondial.

Enfin, les disparités culturelles ont tendance à accroître encore l'ensemble des risques dans la mesure où elles facilitent les malentendus et les justifications différentes de stratégies opposées.

B. Les réactions institutionnelles et idéologiques

Les recherches qui sont en cours en vue d'une reconstruction institutionnelle et idéologique sont fondées :

- sur la certitude que les « piliers » sur lesquels reposait un certain type d'équilibre international (communisme-anticommunisme : course aux armements assurant l'équilibre militaire : suprématie hégémonique de l'Occident sur le reste du monde, tempérée par la « guerre froide », etc.) se sont effondrés,
- sur la perception assez confuse de la rémanence de risques de type traditionnel et de l'apparition de risques très graves de type nouveau.

Mais dans ce début de nouvelle phase, l'ensemble des réactions que l'on peut identifier sont à la fois confuses et contradictoires.

Tel est le cas, par exemple, sur le plan des institutions. On constate d'une part l'accélération des efforts faits en Europe occidentale pour la construction de la Communauté Européenne, ce qui implique l'abandon par les États Nations qui la constituent d'une partie non négligeable de leur souveraineté — sur les plans réglementaire, commercial, douanier, fiscal, monétaire, budgétaire, — au profit de ce qui est en train de devenir une sorte de super État régional. Ce futur super-État a au surplus un pouvoir d'attraction de plus en plus grand sur les autres États européens occidentaux restés jusqu'ici en dehors de la Communauté (les membres de l'AELE qui prennent des mesures en vue de leur intégration progressive), mais aussi sur un nombre de plus en plus grand de pays de l'Europe de l'Est qui ont pour ambition avouée d'adhérer dans quelques années à cette même Communauté. Les efforts qui se font dans d'autres parties du monde (Maghreb, Amérique latine) pour tenter d'imiter ce mouvement d'intégration régionale montrent que l'intérêt de dépasser les cadres nationaux est au moins compris dans d'autres pays.

Toutefois, en même temps, rien de sérieux n'est entrepris au plan mondial pour tenter de combler le vide institutionnel. Quelles que soient les fluctuations sentimentales des opinions publiques à l'égard des Nations Unies, on ne peut sérieusement considérer cette organisation comme assurant un directoire ou un leadership mondial, ni en matière économique — nul ne se préoccupe des débats sans portée du Conseil économique et social ou de la CNUCED —, ni en matière politique, malgré l'accord éphémère des 5 membres permanents du Conseil de sécurité dans la crise du Golfe. Les efforts faits en dehors de l'ONU pour constituer un directoire mondial en matière économique — en particulier les Sommets du groupe des 7 — se sont jusqu'ici révélés dérisoires. Il n'y a en fait aucun abandon de parts de souveraineté par des États Nations au plan mondial.

En même temps, nous assistons à une remise en cause des identités collectives qui conduit à un remodelage de l'équilibre — et de la carte politique du monde. Les manifestations les plus remarquées du phénomène sont celles qui se produisent en URSS et, en Europe de l'Est, particulièrement en Yougoslavie où le découpage en États nationaux tel qu'il avait été conçu en 1919 est remis en question à l'échelon sous-national, au niveau des ethnies différentes et où le processus ainsi engagé pose de nombreux problèmes. Mais la guerre du Golfe a mis en lumière un phénomène du même ordre à une échelle beaucoup plus vaste. La remise en question par une partie des masses arabes de l'hégémonie occidentale n'est peut-être que le début d'une remise en question plus générale du système d'équilibre au niveau mondial entre les peuples du Nord et ceux du Sud.

Ces phénomènes sont la traduction politique des résistances opposées par les autres cultures à ce que l'on pourrait appeler « l'occidentalisation du monde ». L'hégémonie économique et politique de l'Occident qui s'est maintenue et développée après la décolonisation à travers les zones d'influence américaine, française, anglaise, etc., a établi à travers des régimes politiques acceptés ou subis par les masses une situation de dépendance qui commence à être contestée. Que cette prise de conscience, que cette recherche d'une dignité et d'une fierté

nouvelles, combinée avec le désir d'un niveau de vie comparable à celui des riches, prenne aujourd'hui des formes religieuses, et dans certains cas intégristes, n'a rien de très surprenant. Pour l'Occident aussi, pendant plusieurs siècles, passions religieuses et idéologies politiques se sont mêlées et combattues avant que la société ne se laïcise et ne devienne tolérante et pluraliste. Il s'agit en fait d'un combat douteux où le désir d'un genre de vie de type occidental — de plus en plus répandu à cause de l'intégration économique et de l'influence des mass media et de la publicité — se heurte à des idéologies qui valorisent politiquement les cultures traditionnelles, parfois sous leurs formes les plus archaïques.

Le phénomène est encore rendu plus complexe du fait que les principes défendus par l'Occident — droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, démocratie, droits de l'homme, droits économiques et sociaux, libre circulation des personnes, etc. — se retournent contre les pratiques de « realpolitik » utilisées par les puissances dominantes pour maintenir leur hégémonie : soutien à des régimes dictatoriaux ou féodaux, commerce des armes, barrières opposées aux mouvements migratoires, refus d'apporter une aide réelle au développement économique et social.

De nouvelles attitudes à l'égard de l'ordre mondial existant sont ainsi en train d'apparaître conjointement dans les pays de l'Est qui découvrent la démocratie et dans l'ensemble des pays arabes qui remettent en question l'Occident.

Tout se passe donc comme si une masse critique venait d'être atteinte, capable de déclencher dans le monde entier un ébranlement très profond. Or, si les contradictions ainsi constatées dans les entreprises de transformation institutionnelle et de recherche d'identité collective peuvent s'expliquer en raison de la localisation géographique des réactions constatées et des différences de situation entre l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud, celles que l'on rencontre dans le domaine de la sécurité militaire se situent en revanche dans les mêmes pays et dans les mêmes esprits.

D'une part, en effet, l'on assiste en ce domaine, à partir du changement survenu dans les relations Est-Ouest, à un début de transformation fondamentale des principes mêmes sur lesquels reposaient depuis les débuts de l'histoire humaine les systèmes de sécurité. Pour l'ensemble des pays du « Nord » — des États-Unis et du Canada à l'URSS, en passant par tous les pays européens — le système de sécurité qui reposait encore au début du XXe siècle sur les armées nationales et des alliances changeantes, puis à partir de 1945, sur la dissuasion nucléaire et des alliances fixes et intégrées est en train d'évoluer depuis 1985 (Reykjavik) et le Traité FNI de 1987, à travers le Traité CFE de 1990 et avec la préparation du Traité START, vers un système entièrement nouveau, fondé sur des mesures de contrôle et des mesures de confiance et sur la réduction des armements.

Sans doute, le processus engagé dans cette direction peut-il paraître lent et susceptible d'être remis en question en raison des incertitudes qui pèsent sur l'avenir de l'Union soviétique. Mais il ouvre la voie à une conception radicalement nouvelle des rapports entre États et laisse espérer l'entrée dans une ère postclauzewitzienne où la guerre ne serait plus normalement considérée comme la continuation de la politique par d'autres moyens. La novation fondamentale de l'acceptation par des États souverains de mesures de vérification et de contrôle sur leurs instruments militaires (tendant au surplus à devenir des appareils strictement défensifs) ne saurait être ignorée. Si, en dépit des hésitations, des difficultés et de la rémanence de la méfiance réciproque, le nouveau système mis au point dans le cadre de la CSCE était finalement mis en place définitivement de l'Amérique du Nord au Kamtchatka, instituant ainsi une « Communauté de sécurité » entre tous les pays de cette zone, une révolution historique d'une ampleur inégalée qui serait réalisée.

Si, au surplus, un tel système — comme le demandent par exemple les pays partisans d'une CSCM (Conférence sur la sécurité et la coopération en Méditerranée) ou d'une CSCA (en Asie pour les pays d'Extrême-Orient) — pouvait être progressivement étendu au monde entier par des accords régionaux successifs en associant mesures de désarmement, interdiction du

commerce des armes, mesures de vérification, de contrôle et de confiance, et plans en commun de développement régional, il est certain que c'est une révolution de la conception du système international qui serait ainsi en cours. Parallèlement toutefois — et la guerre du Golfe est là pour le rappeler —, une autre conception de la sécurité mondiale, assurée par les puissances hégémoniques, pour protéger ce qu'elles considèrent comme leurs intérêts vitaux et pour assurer la mise en œuvre de leur conception de l'équilibre international est en train de se développer, comme si un retour aux concepts de sécurité du XIXe siècle était la nécessaire garantie du maintien du statu quo. Selon cette conception, les puissances dominantes devraient, au contraire, maintenir et développer des appareils militaires sophistiqués, dotés d'armes de toute nature — nucléaires, conventionnelles, « intelligentes » — capables d'être mises en action rapidement n'importe où dans le monde, pour maintenir ce que l'on qualifie d'« ordre international ».

Cette philosophie qui mélange la méfiance à l'égard du Sud, la « realpolitik », la primauté des intérêts occidentaux et une certaine conception du droit international qui ne fait pas bon ménage avec la défense de la démocratie et des droits de l'homme est évidemment à l'opposé de la conception précédente : toutes deux continuent à coexister sans que l'on puisse prédire si et comment cette contradiction sera surmontée.

Ainsi, au moment où tout se mondialise, où l'énorme pression exercée par l'intégration économique sur un monde extrêmement diversifié aux plans social, politique et culturel crée des tensions extrêmes et fait apparaître des risques cataclysmiques à un horizon rapproché, dans un monde profondément déstabilisé par l'écroulement des piliers sur lesquels reposait son équilibre depuis plus d'un demi-siècle. — aucune vision d'ensemble, aucun projet global n'existe, ni sur le plan idéologique, ni sur le plan institutionnel qui permettrait de reconstruire un système cohérent, et de faire face aux problèmes et aux menaces. L'on assiste au contraire à une dérive des trois « mondes » que l'on a jusqu'ici distingués — l'Ouest, l'Est et le Tiers-monde —, qui continuent chacun isolément et dans la confusion à justifier leurs projets incertains.

L'Occident continue pour l'essentiel de vivre sur des idéologies élaborées au XIXe siècle et de suivre son rêve de bonheur terrestre, peu concerné par des préoccupations religieuses. Il mélange quelques principes fort anciens — libéralisme, droit de propriété, droits civiques — avec des idées élaborées au cours du XXe siècle pour se protéger contre toute agression : idéologie du « développement » des pays pauvres, en vertu de laquelle chacun est responsable de son destin, ce qui lui permet de conserver son indifférence à l'égard des situations de misère et de pauvreté : idéologie de la « sécurité collective » à travers l'ONU, ce qui lui permet d'ignorer les violations du droit international qui ne le menacent pas et de mobiliser les appareils militaires pour la défense de l'« ordre international » quand il lui est favorable. Il accepte enfin de dépasser le concept sacro-saint de la souveraineté nationale, quand il s'agit de s'associer entre gens du même monde, pour l'accroissement de la prospérité commune des pays développés. Il se donne même le luxe de rêver à une nouvelle société, où l'on n'agresserait plus la nature en protégeant l'environnement, où l'on garantirait la paix par un nouveau système de sécurité fondé sur la confiance et le contrôle, où l'on pourrait développer les capacités créatrices, technologiques et scientifiques pour le bonheur de tous. Mais cet angélisme se combine avec la volonté de protéger cette richesse par tous les moyens contre toute menace pouvant provenir du monde barbare qui entoure l'oasis de prospérité.

Pendant ce temps, l'Est hésite entre diverses orientations allant du renouveau religieux au retour à des identités ethniques et nationales et au désir de copier au plus vite le modèle occidental. Le Tiers-monde enfin reste déchiré entre des « élites » déjà occidentalisées et des masses hésitant entre le fondamentalisme religieux, la révolution sociale et l'exode massif vers le monde riche.

III. LES ORIENTATIONS POSSIBLES DE SOLUTION ET LES OBSTACLES À SURMONTER

A. Les orientations

Si l'analyse qui précède est exacte, et si donc la phase de changement que nous vivons se caractérise par la différence entre le niveau avancé d'intégration de la société planétaire sur le plan économique et l'extrême fragmentation qui subsiste aux niveaux social, politique et culturel, il devrait être possible de réussir à comprendre et à contrôler le jeu des forces qui sont ainsi déchaînées. Tous les progrès de la science depuis le XVI^e siècle ont démontré que les hommes étaient capables de résoudre les problèmes qui sont bien posés. Sur le plan politique, il ne s'agit malheureusement pas encore de science et la diversité des stratégies s'explique au moins en partie par la diversité des analyses et des hypothèses.

Si toutefois l'on se permet d'imaginer un instant que l'hypothèse ici exposée pourrait recueillir quelque assentiment, il ne serait alors pas difficile d'en déduire les stratégies qui devraient être adoptées en conséquence par les puissances dominantes de la scène mondiale. Il est vrai qu'il ne s'agirait de rien moins que d'un renversement des stratégies actuellement appliquées, mais l'on disposerait au moins d'une vision d'ensemble cohérente. Ce renversement devrait concerner :

1. *L'attitude actuelle des pays riches vis-à-vis des régions pauvres de la planète*

Au lieu d'accorder comme aujourd'hui un montant dérisoire d'« aide au développement » (moins de 0.35 % du PNB des pays riches) et de considérer que le développement économique et social ressort uniquement de la responsabilité des gouvernements des pays pauvres — ou des pays incluant ces régions pauvres —, il conviendrait d'accorder une aide massive d'un ordre de grandeur de 10 à 15 fois plus élevé qu'aujourd'hui (atteignant par exemple 4 % du PNB des pays riches) avec pour objectif essentiel de permettre véritablement aux populations de ces régions de « rattraper » le niveau de vie et d'éducation des pays riches, seul moyen d'assurer l'intégration sociale dans des délais acceptables.

Ceci reviendrait à admettre qu'il existe une responsabilité collective au niveau mondial pour l'éradication de la misère et de la pauvreté, pour l'accès de tous à l'éducation, à la santé, à la participation, à la prospérité économique et à la sécurité sociale. Ce ne serait en définitive qu'admettre qu'il faut agir avec autant d'énergie pour la défense des « droits économiques et sociaux » reconnus par les pays riches comme des droits fondamentaux de l'homme, que pour celle des droits civils et politiques. Cette honnêteté intellectuelle serait sans doute nouvelle pour l'Occident : il s'agirait donc d'une grande révolution intellectuelle et morale. Mais mettre ses actes en accord avec ses principes reviendrait aussi à assurer sa propre sécurité, le seul moyen de prévenir les mouvements massifs des populations pauvres vers les pays riches étant de les aider à s'enrichir sur place.

2. *La conception du système de sécurité militaire*

Cette nouvelle honnêteté permettrait aussi la mise en place plus aisée au niveau planétaire du nouveau système de sécurité militaire de type CSCE, fondé sur une réduction contrôlée des armements et sur les mesures de confiance. Il serait enfin non seulement possible d'aider plus efficacement les pays de l'Est à effectuer leur démarrage économique et à assurer leur stabilité, mais il deviendrait beaucoup plus aisé d'aborder des négociations régionales du type CSCM – CSCA avec les pays du Tiers-monde en ayant pour objectif de garantir en même temps leur développement économique et social et la réduction contrôlée des armements, c'est-à-dire leur intégration dans le nouveau système de sécurité.

3. Les stratégies de défense de l'environnement

Il en irait d'ailleurs de même pour la lutte collective contre les menaces sur l'environnement, puisque le seul véritable obstacle à l'application de mesures de protection dans tous les pays est aujourd'hui la non-acceptation par les pays riches du paiement d'une contribution financière suffisante pour l'application de ces mesures dans les pays pauvres.

4. Le comblement du vide institutionnel mondial

Une nouvelle idéologie fondée sur la notion de responsabilité collective planétaire conduirait inévitablement à la nécessité de redéfinir les modalités de la direction en commun des stratégies et des politiques applicables à la planète entière. L'organisation actuelle, l'ONU, ne répond en aucune manière à ce besoin et une nouvelle organisation devrait être créée.

L'extension du système de sécurité de type CSCE préconisé ci-dessus impliquerait d'ailleurs l'établissement d'un Conseil de Sécurité d'une conception plus large que l'actuel. Le financement de plans de sécurité économique à l'échelon planétaire exigerait aussi un organe de coordination où seraient représentés de façon équitable donateurs et bénéficiaires. En d'autres termes, le problème de la représentation des gouvernements et des peuples dans les organes capables de définir des stratégies et de donner des directives est le problème fondamental qu'une nouvelle Constitution du monde devrait résoudre. La diversité de la distribution du pouvoir politique, de la puissance économique, du poids démographique entre les États existants ne permet pas d'imaginer que le système actuel qui accorde une voix égale à tous les gouvernements puisse être conservé. Il serait d'autre part prématuré de songer à une constitution du type « État fédéral » avec un Sénat des États et une Chambre des peuples. La seule orientation qui paraisse dans ces conditions à la fois réaliste et équitable serait de tenir compte à la fois des facteurs de puissance, de cohésion interne et de démographie et de s'orienter vers un système de représentation régionale pondéré en fonction de ces facteurs. À partir de là, on pourrait espérer que la dynamique de l'intégration progressive permettrait de construire progressivement un système évolutif orienté vers une autorité mondiale, démocratiquement contrôlée.

5. L'aménagement de structures institutionnelles correspondant mieux à la diversité des identités collectives au niveau sous-national, national et régional

Partout où les identités collectives réellement perçues ne correspondent pas aux territoires des États existants, il devrait être possible d'élaborer des structures permettant une meilleure adéquation, sans invoquer systématiquement, comme on a trop tendance à le faire aujourd'hui, en raison de l'idéologie des États Nations, le principe sacro-saint de l'« unité nationale ». Il devrait être considéré comme possible et raisonnable d'aménager des structures allant des « autonomies internes » au redécoupage des frontières existantes, y inclus le morcellement en nouveaux États, des « fédérations » imaginées par tel ou tel traité, ou à la suite de conquêtes territoriales. Cette meilleure adéquation entre les groupes qui se considèrent comme des peuples et leurs territoires ne devrait pas exclure le patient tissage de liens d'interdépendance entre tous les États, quelles que soient leurs attributions souveraines, d'abord à l'échelon régional où des constructions sur le modèle de la Communauté Européenne devraient être encouragées et aidées, ensuite à l'échelon mondial qui devrait se renforcer lentement grâce à des abandons à son profit de parts de souveraineté dans les domaines d'intérêt commun.

6. La mise en œuvre systématique d'une stratégie mondiale de relations intraculturelles

L'établissement d'un meilleur système de relations peuples-territoires devrait aller de pair avec l'édification d'une société pluraliste, tolérante et pluriculturelle où chacun pourrait à la fois conserver son identité et vivre en paix avec ses voisins. Jusqu'ici l'extraordinaire difficulté de la communication intraculturelle n'a pas été abordée de front. Les « melting pots » ne fonctionnent que très superficiellement et les politiques d'immigration ont seulement pour objet

l'assimilation des nouveaux venus par la culture nationale existante. Aucune politique à l'échelon international ne s'est donné véritablement pour objet la compréhension intraculturelle sur une grande échelle. La faillite de l'UNESCO en dépit d'efforts méritoires est à cet égard patente. Tout reste à faire en ce domaine pour d'abord élever systématiquement, surtout dans les zones pauvres, les capacités de développement de l'éducation, pour inscrire l'enseignement non seulement des langues, mais au moins d'une autre culture que la sienne dans les programmes scolaires, pour créer des centres d'enseignement et de recherche où la compréhension des diverses cultures serait un objectif majeur (et non réservé à quelques spécialistes). Là encore il s'agit de volonté politique s'inscrivant dans le cadre de la construction systématique d'une civilisation planétaire.

B. Les obstacles

Les orientations qui viennent d'être esquissées ont bien peu de chances aujourd'hui d'être prises sérieusement en considération par l'opinion publique et par la classe politique en Occident. Outre que les analyses sur la nature du changement en cours diffèrent en fonction de préférences idéologiques et des écoles de pensée, les deux obstacles principaux à l'acceptation de l'analyse et de la vision d'ensemble qui ont été ici proposées sont :

- le retard d'évolution des structures mentales,
- un certain niveau d'optimisme et de confiance dans les capacités de l'Occident qui conduit à sous-estimer les menaces existantes.

Nos structures mentales ont été pour l'essentiel formées dans des cadres nationaux et elles ont beaucoup de mal à faire face à des problèmes qui se situent désormais au niveau planétaire. Font partie de ces structures : — le caractère sacro-saint de l'État nation. — le complexe de supériorité occidentale qui conduit à considérer comme naturelle l'éternité de l'hégémonie de l'Ouest sur le reste du monde : — un mélange d'idéalisme limité aux droits civiques et de réalisme soutenant la « realpolitik » dans la conduite des affaires extérieures, l'habitude ancestrale de concevoir les problèmes de sécurité en termes militaires et les budgets de sécurité comme réservés aux armées. — un économisme qui conduit à traiter tous les problèmes en termes de profits, d'emploi, d'équilibre de balance des paiements ou d'« intérêt national », même quand il s'agit de commerce des armes. — le manque de confiance dans les analyses globales qui conduit à lutter contre les effets (en matière de migrations, de drogue, d'agressions ou de révolutions) et non contre les causes l'habitude de laisser la solution des problèmes aux « spécialistes compétents » qui se trouvent être aujourd'hui des bureaucraties militaires, diplomatiques, administratives, techniques incapables de dépasser les limites de leur spécialité alors que tout devient interdisciplinaire.

Ces caractéristiques des instruments intellectuels actuellement disponibles les rendent peu capables de s'adapter à la nouveauté des problèmes planétaires.

Tout dépend donc du temps qui sera nécessaire pour que les esprits s'assouplissent et s'adaptent à la nouveauté de la situation. Une course de vitesse est ainsi engagée entre la montée des nouveaux périls et les capacités de souplesse intellectuelle. Dans les périodes qui ont précédé les deux guerres mondiales, deux courses de ce genre ont été perdues. Il est peut-être encore temps de mobiliser les efforts pour qu'il n'en aille pas de même aujourd'hui.

Maurice Bertrand